

Communiqué de presse

Demande de levée de l'immunité de l'ancien conseiller national Christian Miesch – décision de la Commission des affaires juridiques du Conseil des États

La Commission des affaires juridiques du Conseil des États prend la bonne décision: il faut examiner les accusations de corruption pesant sur un ancien parlementaire

Berne, le 22 août 2018 – Transparency International Suisse salue la décision prise aujourd'hui par la Commission des affaires juridiques du Conseil des États de lever l'immunité de l'ancien conseiller national Christian Miesch. Il est en effet nécessaire d'ouvrir une enquête pénale afin de pouvoir examiner à fond des accusations de corruption pesant sur un ancien conseiller national.

La Commission des affaires juridiques du Conseil des États a examiné aujourd'hui la demande déposée par le Ministère public de la Confédération pour lever l'immunité parlementaire de l'ancien conseiller national Christian Miesch (CAJ-CE 18.190). Contrairement à la Commission de l'immunité du Conseil national (décision du 20 juin 2018), elle entend lever cette immunité.

Transparency International Suisse se félicite de ce résultat. Il est en effet important que la Commission de l'immunité de la Chambre du peuple entende raison et se rallie à cette décision.

Martin Hilti, directeur, déclare à ce propos:

«Si des factures sont émises pour des dépenses qui n'ont même pas été encourues, il s'agit d'une configuration classique pour des délits de corruption. De telles accusations contre un membre du parlement, en activité ou à la retraite, sont extrêmement graves et doivent faire l'objet d'une enquête pénale. À défaut, le danger est que l'intégrité et la crédibilité des représentants du peuple s'effritent aux yeux des citoyens.»

Contact médias:

Martin Hilti, directeur

Transparency International Suisse (Berne)

Tél.: +41 (0)31 382 35 50

Courriel: info@transparency.ch

Transparency International (TI) Suisse est la section suisse de Transparency International, la principale organisation non gouvernementale qui lutte contre la corruption dans le monde. TI Suisse combat la corruption en Suisse et dans les rapports commerciaux des entreprises suisses avec l'étranger. TI Suisse est active dans les domaines de la sensibilisation et du plaidoyer, rédige des rapports et des instruments de travail, encourage l'échange au sein de certains groupes professionnels, collabore avec d'autres institutions et prend position sur l'actualité. www.transparency.ch